

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 249. — 17 JUILLET 1965

18 MOIS D'ACTION CHEZ LES TRAVAILLEURS DE LA METALLURGIE

Maurice COMBES fait le point avec les syndicats

(pages 4 et 5)

Un civil et 71.000 soldats U.S. au Vietnam ne changeront rien au problème

Pour parvenir à la paix c'est avec Hanoï qu'il faudra négocier



(Photo Agip.)

(Page 8.)

Henry Cabot-Lodge, nouvel ambassadeur U.S., revient à Saigon

LA CAMPAGNE POUR LA CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE

● Isère: après Marseille... Grenoble.

Le 7 juillet, à la mairie de Saint-Martin-le-Vinoux, s'est tenue une réunion d'information, destinée à populariser l'appel de Jean Vilar pour une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles. On notait la présence de militants d'organisations laïques et syndicales, de partis politiques, ainsi que d'un certain nombre d'élus municipaux et départementaux.

Les participants ont examiné ensemble les causes de l'échec de la candidature de Defferre, qui est l'échec d'une forme d'alliance allant à l'encontre d'une véritable unité de la gauche. Ils ont souligné que la condition indispensable à une candidature unique de la gauche était l'entente de toutes les forces de gauche, sans exclusive (partis, syndicats et organisations populaires), pour l'élaboration et l'application d'un programme démocratique. Un certain nombre de points ont été dégagés sur lesquels pourrait porter la discussion de ce programme :

— réforme des institutions : fin du pouvoir personnel, extension des pouvoirs des collectivités locales, etc.;

— définition d'une politique économique et sociale comportant notamment la nationalisation des grandes industries et des grandes banques d'affaires, le développement de la coopération agricole et l'élaboration démocratique d'un plan économique ;

— la démocratisation de l'enseignement dans le respect de la laïcité ;

— l'accord sur une politique internationale de désengagement à l'égard des pactes militaires et basée sur le principe de la coexistence pacifique.

En conclusion du débat, les participants ont décidé la création d'un comité provisoire chargé de diffuser l'appel Jean Vilar et d'inviter l'ensemble des organisations de gauche du département à une table ronde qui pourrait être organisée en septembre.

Les membres du comité provisoire soussignés appellent les personnes désirant soutenir son action ou y participer à envoyer leur adhésion à l'adresse suivante :

M. Jean VALLARD, Maire Adjoint, Le Foyer, La Buisseratte,

Saint-Martin-le-Vinoux (Isère).

Signataires: R. Gensburger, F. Ferrieux, Nicolet, H. Duval, M. Duval, D. Nicolas-Charles, G. Boulloud, J.-L. Girardet, Monier, Derec, Curto, Dr D.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : ● Rédaction :

54, bd Garibaldi Paris (XV*) 81, r. Mademoiselle Paris (XV*)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : FON 22-60

● Publicité :

Geneviève Mesgutche
6, Avenue du Maine
Paris-14* Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9*)

Hollard, P. Pavinet, M. Attéa, M. Hollard, R. Rombrun, J. Giard, J. Clemancey, J. Bouteillon, L. Sarte, E. Groperrin, G. Charde, F. Roche, F. Carrara, J. Vallard.

● Finistère : la campagne bat son plein.

« La campagne pour la candidature unique marche très bien ici : 200 listes de pétition circulent dans le département et nous avons déjà recueilli plusieurs centaines de signatures. »

● Seine-et-Oise : à Yerres

Un Comité pour une candidature unique de la gauche est créé à Yerres. Il groupe le P.C.F., le P.S.U. et différentes personnalités. En septembre prochain, tout sera fait pour qu'il soit élargi. Un appel a déjà été lancé dans lequel était indiqué ce que pourrait être dans ses grandes lignes le programme commun de la gauche (institutions, domaine économique et social, politique internationale).

● Manche.

Avranches. — Le 2 juillet, un appel pour une candidature unique a été lancé par un comité comprenant le P.C.F., le P.S.U., la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, l'U.F.F., la C.G.T.

Coutances. — Une première réunion s'est tenue avec des membres du P.C., du P.S.U., de la C.G.T., de la C.F.D.T. (observateur). un comité verra le jour en septembre.

Cherbourg et La Haye-du-Puits. — On en est encore aux prises de contact qui se concrétiseront dans la mise sur pied de comités pour la candidature unique, dès septembre.

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Appel

Les pèlerins japonais de la paix, qui ont fait le tour du monde l'année dernière, à l'occasion du vingtième anniversaire des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, viennent de fonder à Hiroshima un Centre mondial d'amitié (« World Friendship Center ») sous le patronage des maires des deux cités martyres.

Ce Centre est destiné à devenir un lieu de rencontre et d'amitié où pourront se coordonner les actions menées partout, mais encore en ordre dispersé, pour la paix et la coopération des nations.

Tous ceux qui désirent participer à la réalisation de ce Centre pourront envoyer leurs dons, petits et grands, à Mme F. Blamoutier, C.C.P. Paris 4925-18 (préciser sur le talon : « Centre Hiroshima »).

Pour le Comité de Patronage : Jean Rostand, de l'Académie française ; Alfred Kastler, Théodore Monod et Jean Orce, de l'Académie des Sciences ; Louis Périllier, président de « Monde Uni » ; l'abbé Pierre ; R.P. Lelong ; pasteur Henri Roser.

CONGRÈS NATIONAL DU S. N. I.

« L'Ecole laïque demeure la pierre angulaire de la République », déclare, au milieu des acclamations, son secrétaire général, Desvalois, et « la laïcité demeure l'une des bases de tout rassemblement de progrès »...

Il n'est plus à souligner l'importance politique que revêt la tenue du congrès du Syndicat national des Instituteurs, dont les assises rassemblent au Palais de la Mutualité, à Paris, plus de sept cents délégués. La journée de dimanche 10 juillet a surtout été marquée par le rapport moral du S.G. en matinée, des souhaits présentés par les délégués fraternels l'après-midi et du travail des commissions (pédagogie, laïque, sociale) en fin de journée. Il est incontestable que c'est le rapport de Desvalois qui a le plus marqué cette journée.

Pierre Desvalois, après avoir rappelé les sources du syndicalisme des instituteurs et, en particulier, le « Manifeste » de 1905, et la Charte d'Amiens, s'est plu à souligner l'attachement du syndicalisme enseignant aux grands principes et à la laïcité. Il ne renonce pas à « aller à l'autel du passé pour y allumer sa lampe »... et cite Jean Jaurès : « C'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source. »

A travers ces citations, M. Desvalois fait de l'adhésion totale à la laïcité le lien permanent entre le passé et le présent. La laïcité est plus vivante que jamais et reste l'une des bases de tout rassemblement de progrès. Elle demeure la « pierre angulaire de la République » : à cet instant, le congrès, debout, salue sa déclaration par un tonnerre d'applaudissements prolongés.

La laïcité ne peut être mise « au frigidaire » ni sous le boisseau. « On s'étonne d'ailleurs de la naïveté et de l'inconscience avec laquelle des hommes politiques croient pouvoir, au moins provisoirement, entourer d'un silence complet le problème scolaire. »

C'est une allusion directe au projet de fédération socialiste, ce « travailisme sans travailleurs », qu'il avait déjà condamné dans l'un de ses éditoriaux. Les partisans d'une telle fédération apparaissent à ses yeux des « naïfs », des « inconscients », et la fédération elle-même comme une vue de l'esprit et « une forme de démission ». Songe-t-on au rôle permanent de l'Eglise ? « L'Eglise, dont l'expérience pédagogique est maintes fois séculaire continuera à considérer l'école chrétienne comme la seule qui soit pleinement satisfaisante pour l'enfant chrétien ». Elle n'accepte pas pour ses enfants le principe de l'école neutre parce que celle-ci ne peut donner à l'enfant aucune formation religieuse et qu'elle risque de ce fait de faire de la formation profane une fin dernière. »

Le secrétaire général donne lecture d'une lettre qu'il avait d'ailleurs adressée à Guy Mollet sur le projet de fédération. Avec le refus d'y associer le S.N.I., il déclare :

« Nous rejetons toute formule travailliste risquant, selon nous, d'aboutir à un travaillisme sans travailleurs. Nous ne saurions sacrifier le principe éprouvé de l'indépendance syndicale et nous ressentons une vive défiance à l'égard de propositions qui, comme le « Contrat national de progrès », sont susceptibles, à notre sens, de conduire progressivement à une forme d'intégration du syndicalisme dans l'Etat. Sur un autre plan, il n'est pas concevable que la laïcité puisse faire les frais d'une quelconque fédération. Tout regroupement de gauche doit inclure en tant que partie essentielle de sa charte, nous avons malheureusement le sentiment que les discussions actuelles s'écartent de cette voie et nous nous demandons avec anxiété ce que deviendraient les engagements du Parti socialiste vis-à-vis du Comité national d'Action laïque... »

Mais le S.N.I. reste disponible pour les liaisons et les coopérations nécessaires entre les forces syndicales et politiques à condition que soit respecté le principe de l'indépendance syndicale.

Il réaffirme l'indépendance du syndicalisme enseignant qui se refuse à toute tentative d'intégration au ré-

gime ou au rôle « de courroie de transmission », selon la doctrine léniniste.

Il doit résister à l'appel des sirènes : « le Pouvoir, l'Eglise, les clubs, les partis qui cherchent à l'aguicher », car il se refuse à l'« asservissement ». Il veut rester maître de son sort.

Mais il souhaite « la constitution ou la reconstitution d'une force socialiste décidée à poursuivre le combat pour le socialisme, à laquelle une fraction de la jeunesse, beaucoup plus nombreuse qu'on ne le dit ici ou là, apporterait son concours enthousiaste. »

Nul ne sera surpris de voir Desvalois stigmatiser la réforme de l'enseignement, notamment en ce qui concerne les C.E.S. Il y a supercherie à considérer que la réforme est faite lorsque les enfants se trouvent dans les mêmes murs sans recevoir le même enseignement. Nous voulons, au départ, les mêmes classes pour tous les enfants. Amélioration des conditions de travail des instituteurs des E.N. dans leur forme actuelle, et nationalisation de l'enseignement restent les revendications essentielles du S.N.I.

Après avoir annoncé que la prochaine année scolaire verra un grand rassemblement des forces laïques sous l'égide du C.N.A.L. « L'action du C.N.A.L., si elle veut s'assurer une pleine réussite, devra, dépassant toute lutte de contenu corporatif, revêtir le plus large caractère social et s'inspirer essentiellement de l'intérêt de l'enfant... »

« Les luttes revendicatives devront, comme lors de l'année écoulée, donner la priorité aux mouvements d'ensemble de la classe ouvrière. »

Parmi les délégués fraternels, il est poignant de signaler l'accueil toujours si émouvant que le congrès réserve chaque année au représentant du gouvernement républicain espagnol en exil...

Ainsi, dès le premier jour, le congrès S.N.I. nous apparaît à l'avant-garde des organisations capables de résister au gaullisme.

J.-B. Maugé.

Finistère : Si vous passez à Brest

Une permanence sera assurée pour les camarades du P.S.U. de passage dans le Finistère, à Brest, à la Maison du Peuple, rue de l'Harteloire, salle 34 (3^e étage), le lundi à partir de 18 h 15.

Mariages

Le mariage de Mlle Evelynne VIGLA, agrégée de l'Université, avec notre camarade Jean-François KESLER, membre du C.P.N. du P.S.U., ancien élève de l'E.N.A., a été célébré le 3 juillet à Saultchevreuil, dans la Manche.

En leur renouvelant, à cette occasion, l'expression de toutes nos sympathies, nous leur adressons nos meilleurs vœux.

M et Mme Roger BEAUNEZ, 147, rue Henri-Dunant, Colombes, et M. Jean-Max PELLERIN, 71, rue Félix, Colombes, sont heureux de vous faire part du mariage de leurs enfants Danièle et Pierre.

Nos plus vives félicitations et nos vœux très cordiaux de bonheur.

Nécrologie

C'est avec une profonde tristesse que nous venons d'apprendre le décès de notre camarade André de Mijola, survenu au Maroc, à la suite d'un très grave accident de la route. Membre de la 6^e section, notre regretté camarade était âgé de 28 ans ; il effectuait, en Afrique du Nord, son voyage de noces.

Nous demandons à sa famille d'accepter nos plus sincères condoléances.

L'HEURE DE LA VERITE POUR LE NATIONALISME GAULLISTE

NON content d'avoir claqué la porte du Marché commun au nez de la Grande-Bretagne, le général de Gaulle fait courir à cette institution des risques sérieux (certains disent mortels). N'objectez pas, comme les incondtionnels, que les cinq partenaires de la France portent en cette affaire une lourde responsabilité. Il est, certes, exact qu'ils n'ont pas, à la date du 30 juin 1965 prévue par le traité du 1^{er} juillet 1962, signé les règles de financement de la politique agricole commune. Mais Parisot a montré dans le dernier numéro de *Tribune Socialiste* par qui avait été détérioré le climat. Croit-on sincèrement que si le chef de l'Etat avait désiré aboutir à un accord, M. Couve de Murville n'aurait pas sollicité le blocage des aiguilles de la pendule pendant quelques heures supplémentaires, ou imaginé quelque autre expédient ?

On se trouve brutalement en présence d'un vide d'autant plus inquiétant qu'on a procédé, depuis plusieurs années, à d'importants investissements dans la perspective du développement du Marché commun et qu'on a fait complaisamment miroiter à nos agriculteurs les avantages qu'ils en retireraient. Le général de Gaulle, adversaire résolu des organisations européennes lorsqu'il était dans l'opposition, avait donné l'impression de les considérer comme irréversibles depuis son retour au pouvoir. Aussi leur sabotage entraînerait des conséquences politiques, économiques et sociales plus graves que si le chef de l'Etat ne s'était jamais rallié.

Voilà les beaux résultats auxquels nous conduisent le nationalisme d'un homme et un régime qui lui a si imprudemment livré, sans contrôle, tous les pouvoirs,

notamment dans le domaine « réservé » de la politique extérieure.

Cette crise a du moins le mérite de mettre à notre disposition un verre grossissant ; elle fait apparaître à de larges couches de l'opinion jusqu'ici mystifiées, ou anesthésiées, ou mises en condition, les dangers du pouvoir personnel. L'opposition doit y trouver un stimulant quelques mois avant l'élection présidentielle. Des millions d'électeurs et d'électorices, que leurs intérêts et leur idéal devraient orienter vers la gauche, se sont enlisés dans les marécages du centre et ont même quelquefois, faute d'information, renforcé l'U.N.R. Voilà une excellente occasion de les détacher de ceux qui les ont dupés en pratiquant une politique dite de stabilisation qui, on ne le répétera jamais assez, se traduit et risque de se traduire davantage, avec l'éclatement du Marché commun, par la baisse du niveau de vie de beaucoup de travailleurs des villes et des campagnes, des licenciements et des menaces sur maints emplois.

Puisse-t-on la saisir rapidement et comprendre enfin qu'une candidature unique de la gauche, appuyée sur un programme cohérent (non sur un simple catalogue revendicatif) et intelligemment choisie, peut et doit peser d'un poids décisif dans la vie de notre pays.

Même si elle ne remportait pas la victoire dans la compétition de décembre prochain, elle placerait son titulaire et l'équipe groupée autour de lui en excellente position pour l'« après-gaullisme », qui ne se traduirait pas alors par un « gaullisme sans de Gaulle », c'est-à-dire par le règne durable d'une technocratie autoritaire.

« L'enjeu est d'une telle importance — disent quelques naïfs et aussi quelques malins — que vous ne devriez pas limiter vos efforts à l'entente de la gauche, mais accepter, voire provoquer, le regroupement de tous les adversaires du chef de l'Etat. Lorsque, dans une première étape, vous l'aurez éliminé, vous pourrez songer à établir une démocratie socialiste ».

Dans tous nos contacts, nous dénonçons cette illusion.

Un cartel (ou un bloc, ou une fédération, ou une confédération) allant de Pujade ou de Tixier-Vignancour, ou même de Pinay, des M.R.P. et des radicaux de droite jusqu'à la gauche serait impensable : quel serait son programme ?

Ne comprend-on pas qu'en outre, loin d'affaiblir le régime, il se précipiterait au-devant de ses désirs, ferait son jeu, assurerait sa survie ?

Ne sent-on pas que le gaullisme ne se perpétue aujourd'hui qu'à cause de la faiblesse de ses opposants, des jeux stériles auxquels ils semblent parfois se livrer, de l'impression d'impuissance qu'ils donnent en tentant de ressusciter, même s'ils s'en défendent, un passé révolu, dont la troisième force, ancêtre du cartel des non, a été une des illustrations ?

C'est en prenant l'offensive, avec son programme et ses hommes, sans la moindre compromission avec la réaction et avec la conservation sociale, que la gauche posera sérieusement sa candidature au pouvoir.

Edouard Depreux.

ÊTES-VOUS INSCRITS A L'UN DE CES STAGES D'ÉTÉ ?

Sinon, il est encore temps

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-contre et de le retourner au P.S.U., service Formation, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Nom

Adresse

désire recevoir les renseignements concernant les stages suivants (1) :

C - 2-7 août : Les techniques de l'action politique. Poissy (Seine-et-Oise).

D - 20-25 septembre : Les problèmes de la jeunesse. Poissy (Seine-et-Oise).

E - 1-15 septembre : Camp de voile pour les jeunes sur les bords de la Marne, à Créteil.

F - 6-11 septembre : La gestion municipale. Stage organisé par l'A.D.E.L.S., à Poissy.

(1) Rayer les mentions inutiles.

SYNDICATS

Des responsables de la métallurgie font le point

Un certain nombre de mouvements importants ont eu lieu ces derniers mois dans la métallurgie : actions pour améliorer les salaires et réduire la durée du travail comme chez Peugeot et chez Berliet, actions pour la sauvegarde de l'emploi à Nantes par exemple ; débrayages et manifestations pour la conclusion de véritables conventions collectives dans le Rhône. Par ailleurs, au cours de la journée nationale du 2 juin, les métallurgistes ont exprimé leurs revendications essentielles par des arrêts de travail, des délégations et des manifestations auprès des directions d'usines et des chambres patronales.

Si les résultats de ces actions ont été inégaux, si la grève Peugeot en particulier, n'a pas abouti à la satisfaction des revendications, un certain climat de lutte a été créé et l'agitation reprendra sans doute à l'automne.

Afin de faire le point de la situation à la veille des vacances, nous avons interrogé les responsables des fédérations de la métallurgie C.G.T., C.F.D.T. et F.O. sur les principales revendications avancées par leurs syndicats, les problèmes posés par la réduction de la durée du travail et la pratique des heures supplémentaires fréquente dans certaines entreprises, les incidences du ralentissement économique sur l'action revendicative et l'appréciation à porter sur la journée du 2 juin, enfin sur les enseignements à tirer des conflits Peugeot, Berliet et de Nantes.

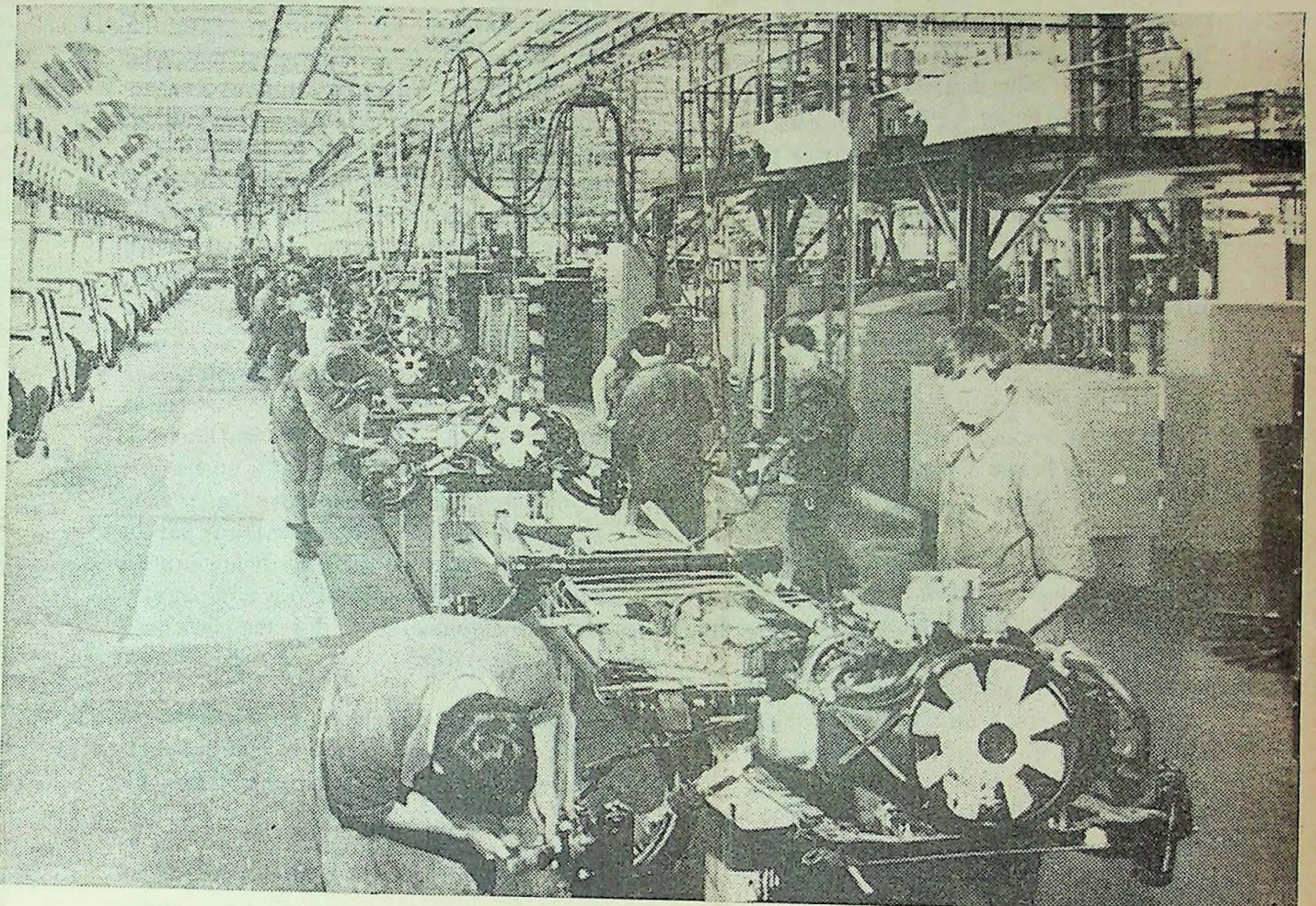
Il ressort de ces entretiens que si l'accord est assez général sur les revendications, des divergences subsistent entre les organisations syndicales sur la tactique à suivre pour les faire aboutir. Par exemple, en ce qui concerne le conflit Peugeot, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. n'ont pas toujours fait preuve, en dépit de l'unité d'action pratiquée d'une complète identité de vues. C'est ainsi que la C.G.T. avait estimé que le projet de protocole du 19 mai — auquel les syndicats avaient tenté de revenir à la fin du conflit — constituait « un recul sérieux du patronat », alors que la C.F.D.T. avait déclaré qu'il ne comportait que des « brouilles ». Néanmoins, la C.G.T. considère également que les travailleurs de chez Peugeot n'auraient pas accepté le protocole lorsque la grève semblait devoir être victorieuse.

Les syndicats n'ont-ils pas pour autant sous-estimé la force de l'adversaire ? Si Peugeot a été durement touché par la grève, il est clair qu'au niveau du C.N.P.F. et du gouvernement, on était opposé à des concessions qui auraient entraîné des revendications en chaîne, en particulier pour la réduction de la durée du travail. Le Pouvoir actuel, fort des divisions de l'opposition, est relativement peu sensible aux pressions pré-électorales. « A la veille de l'élection présidentielle, on se contentera d'un train limité de mesures sociales, concernant le S.M.I.G. et les pensions de vieillesse, pour faire oublier les travailleurs de chez Peugeot », m'a dit un responsable syndical. Le gouvernement ne veut pas compromettre son plan de stabilisation !...

On peut se demander aussi pourquoi des actions plus importantes n'ont pas été engagées pour venir en aide aux grévistes de Peugeot ! C'est un fait qu'« en ce qui concerne la branche automobile, une rencontre des responsables des branches C.F.D.T., C.G.T. et F.O. s'est tenue le 27 avril dernier ; au cours de cette réunion, l'idée n'avait pas été retenue d'un appel à des arrêts de travail, alors qu'à l'époque, Peugeot et Berliet étaient en lutte. » (1) Faut-il voir là la difficulté de déclencher des mouvements dans un secteur où l'on enregistre une certaine baisse d'activité ?

Il faut encore noter que la C.F.D.T. et F.O. n'apprécient pas la journée du 2 juin de la même façon que la C.G.T. qui avait pris l'initiative de cette journée sans obtenir qu'un ap-

pel commun soit lancé. Alors que la C.F.D.T. se prononce pour « un plan d'actions coordonnées et progressives » comportant des actions de plus en plus amplifiées, la C.G.T. lui oppose « un programme d'actions successives et coordonnées » qui prétend mieux tenir compte de la diversité des situations. De son côté, F.O. estime que « la C.G.T. bloque toute action syndicale profonde » qu'« elle ne veut aucun mouvement d'expansion, au contraire, toute sa méthode étant de localiser et de fractionner les actions et d'orienter les revendications par catégories ».



Des cadences épuisantes ; des heures supplémentaires...

(Photo A.F.P.)

La C.G.T. répond que la proposition de F.O. de lancer pour le 2 juin un mot d'ordre d'arrêt de travail d'une journée, ou au minimum d'une demi-journée, était irréaliste. Quant à la C.F.D.T., qui était pour privilégier et soutenir l'action menée dans les « secteurs de pointe » (Peugeot, Berliet, etc), elle se voit accusée de « rejoindre la conception de « minorités agissantes », défendue par les réformistes et les anarcho-syndicalistes », voilà plus d'un demi-siècle (2).

Les progrès incontestables de l'unité d'action s'accompagnent du maintien d'importantes divergences tactiques et stratégiques.

Ces remarques faites, laissons la parole à nos interlocuteurs.

La C.G.T. :

« Tenir compte de l'opinion des travailleurs... »

Au siège de la Fédération des Métaux C.G.T., je suis accueilli par les camarades Postel, membre du bureau fédéral, et Hoffmann, chargé des relations avec la presse.

Je leur demande quelles sont les principales revendications mises en avant par leur organisation.

— Depuis 1964, les fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. se sont mises d'accord sur un programme de revendications et demandent l'ouverture de pourparlers avec l'organisation patronale nationale, l'U.I.M.M., pour en discuter.

Nos principales revendications portent sur l'augmentation des salaires, en particulier la fixation des salaires

minima garantis le plus près possible des salaires réels et l'extension du salaire mensuel garanti, ce qui implique la conclusion de véritables conventions collectives. Nous demandons également le retour progressif à la semaine de 40 heures, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, le libre exercice et l'amélioration des droits syndicaux.

En outre, la C.G.T. met l'accent actuellement sur les garanties de salaires en cas de licenciement et de réduction des horaires.

— Le ralentissement économique résultant de la mise en œuvre du plan de stabilisation a-t-il des incidences sur le développement de l'action revendicative ? Dans quelle mesure constitue-t-il un frein à celle-ci ?

— Parler de frein est excessif, mais on ne peut pas dire que cela n'ait eu aucune influence sur les luttes syndicales, en particulier au regard du plan de stabilisation.

— Comment appréciez-vous les résultats des actions engagées ces der-

signer. Les ouvriers en grève pensaient qu'on pouvait obtenir plus. Il faut tenir compte de l'opinion des travailleurs...

— Que pensez-vous de la pratique des heures supplémentaires ? Le fait qu'on fasse dans certaines entreprises jusqu'à 60 heures par semaine ne rend-il pas difficile la compréhension par de larges masses de travailleurs d'un mouvement comme celui de chez Peugeot ?

— Nous ne pensons pas que cela ait nui forcément à la compréhension du mouvement. C'est l'insuffisance des salaires qui pousse les ouvriers à faire des heures supplémentaires. Face à cette situation, les syndicats doivent se livrer à un travail d'explications. Nous sommes d'accord avec les autres fédérations pour demander que la législation fixe à huit heures par semaine le plafond des heures supplémentaires. On ne pourrait alors pas dépasser 48 heures.

— Pourquoi les travailleurs de chez Peugeot n'ont-ils pas reçu un plus grand soutien de l'extérieur ? A cet

niers mois, en particulier de la journée du 2 juin, dont la presse patronale a minimisé l'importance ?

— Des actions ont été engagées sur le plan régional pour la conclusion de conventions collectives. Des pourparlers sont en cours dans la Seine et dans le Rhône (où un accord a été conclu pour les mensuels).

Quant à la journée du 2 juin, nous estimons qu'elle a été un succès. Un million de métallurgistes ont débrayé au moins une heure. Dans la région parisienne, 200.000 d'entre eux ont participé à l'action, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs années.

— Et l'échec de Peugeot ?

— Nous nous refusons à parler d'échec. Sans doute les revendications ne sont pas pour le moment satisfaites, mais les organisations syndicales n'ont pas perdu la face à la suite du mouvement.

— Vous n'aviez pas la même opinion que la C.F.D.T. sur le protocole du 19 mai ? Pensez-vous qu'il aurait fallu le signer ?

— Le protocole du 19 mai, dans sa deuxième version, comportait la réintégration des délégués licenciés, tous C.G.T. ; la suppression des discriminations en matière de primes entre grévistes et non-grévistes, une promesse de 1,5 p. cent d'augmentation des salaires en septembre. Mais il n'apportait, dans l'immédiat, aucune augmentation et rien en ce qui concernait la réduction de la durée du travail. Tel qu'il était, ce protocole constituait à nos yeux un recul de la direction Peugeot. La C.F.D.T. était d'un autre avis.

Mais il n'était pas question de le

égard, le mouvement du 2 juin ne venait-il pas trop tard ?

— Nous ne pensons pas que le 2 juin soit venu trop tard. La grève n'était pas affaiblie chez Peugeot. Le lock-out n'avait pas encore eu lieu. Et puis la grève ne se décrète pas automatiquement par en haut. Il nous faut tenir compte des possibilités réelles d'action.

— Chez Berliet, la direction n'aurait-elle pas accepté des pourparlers ? Pourra-t-on reconduire l'accord d'entreprise ?

— La direction Berliet est revenue sur un lock-out, ce qui ne s'était jamais vu. Nous ne savons pas ce que donneront les pourparlers en cours. Sans doute feront-ils apparaître des points d'accord.

— Que pensez-vous du conflit de Nantes, qui a évidemment un autre caractère, puisqu'il s'agit là-bas de sauvegarder des possibilités d'emploi, au besoin en organisant la reconversion des travailleurs touchés par la crise et en implantant des industries nouvelles ?

— Le patronat réagit à la crise de la construction navale en procédant à la concentration et à la modernisation des entreprises, en licenciant également des travailleurs. Nous pensons qu'on peut lutter contre les licenciements en demandant la généralisation de la pré-retraite à 60 ans et la réduction de la durée du travail, ce qui est rejoindre les luttes menées ailleurs. Jusqu'ici, le gouvernement s'oppose à ces mesures. « Le moment n'est pas encore venu de jouer à la pétanque », a dit Grandval. Quant à l'implantation d'industries nouvelles en Bretagne, nous ne

croions pas qu'il s'en préoccupe beaucoup.

En conclusion, mes interlocuteurs soulignent que la lutte syndicale continue, toutes les entreprises n'étant pas encore en vacances.

Pierre Jeanne (C.F.D.T.) :

« Saisir les occasions autant que les susciter »

Au siège de la Fédération C.F.D.T., j'ai eu un long entretien avec Pierre Jeanne, secrétaire fédéral.

En ce qui concerne les revendications, mon interlocuteur met l'accent sur le barème interfédéral des salaires et sur la conclusion de conventions régionales. Il rappelle que sa Fédération demande une convention-cadre sur le plan national comportant des avenants négociables par branches. Bien sûr, ajoute-t-il, nous insistons sur la réduction de la durée du travail, la retraite à 60 ans la défense et l'extension des droits syndicaux, la sauvegarde de l'emploi.

— La stagnation économique qui s'est manifestée dans le cadre du plan de stabilisation a-t-elle eu une incidence sur les mouvements revendicatifs ?

— Souvent, le plan de stabilisation a précipité la crise. Il y a aussi une action du gouvernement pour limiter la hausse des salaires en étalant les commandes de l'Etat. En ce qui concerne l'action syndicale, je l'ai déjà dit : à la différence de ce qui se passe dans certains pays voisins et compte tenu de la faiblesse des forces syndicales, nous devons saisir les occasions qui se présentent autant que les susciter. C'est ainsi que ce ne sont pas les syndicats qui sont à l'origine du mouvement Peugeot ; ils n'ont fait que saisir l'occasion créée par l'action des travailleurs les plus résolus.

— Mais n'a-t-on pas abouti à un échec ?

— Comme la C.G.T., nous nous refusons à parler d'échec. Les syndicats sont sortis renforcés de la bataille. Remarquez que nous sommes prudents. Nous porterons un jugement définitif quand nous aurons vu le nombre de cartes rentrées.

— Vous avez estimé que le protocole du 19 mai n'apportait pas grand-chose de positif. La C.G.T. était d'un avis différent, tout en estimant qu'on ne pouvait pas le signer lorsqu'il a été publié, compte tenu de la combativité des travailleurs.

— Nous sommes heureux de constater que la C.G.T. considère qu'on ne pouvait pas traiter sur cette base.

— Pourquoi les travailleurs de chez Peugeot n'ont-ils pas reçu un soutien plus grand des autres métallurgistes ?

— Il est vrai que le soutien a été plus effectif au plan régional qu'au plan national. Il aurait fallu également des caisses de résistance pour venir en aide aux grévistes.

Je demande ensuite à Pierre Jeanne comment il apprécie la journée du 2 juin. Là, mon interlocuteur ne mâche pas ses mots :

— Nos camarades en ont assez des journées nationales folkloriques. Vous savez qu'il y a entre la C.G.T. et nous une divergence qu'on a parfois du mal à expliquer : elle ne veut pas du plan d'action que nous proposons et qui devrait aboutir à un durcissement progressif ; elle préfère parler de programme d'action.

Nous avons participé à la journée du 2 juin parce que nous ne sommes pas des anti-unitaires. Les résultats ont été variables, selon les secteurs. Le 2 juin a été le feu d'artifice clôturant l'année syndicale.

Pierre Jeanne déclare encore :

Pourquoi la C.G.T. a-t-elle refusé de donner suite à notre proposition d'un mouvement de 48 heures dans la sidérurgie pour les 31 mai et 1^{er} juin, proposition que nous avions faite le 13 mai ? Pourtant, un accord était intervenu le 14 avril pour lancer un mouvement de 24 heures dans cette branche. Après avoir lancé seule la journée du 2 juin, la C.G.T. nous la journée du 2 juin, la C.G.T. nous la demande d'engager ensemble l'action à la veille des départs en congés. En fait, la C.G.T. est très prudente à quelques mois de l'élection présidentielle.

Et notre interlocuteur d'ajouter : On critique notre théorie des « fers de lance », des secteurs avancés. Le « tous ensemble » peut sembler un mot d'ordre séduisant. Mais sur quoi débouche-t-il actuellement ?... J'interroge encore le responsable

C.F.D.T. sur la pratique des heures supplémentaires et la façon de les limiter. Il nous répond :

— Nous sommes comme les autres fédérations pour qu'une loi fixe à 48 heures par semaine la durée maximum du travail, mais il est vrai qu'un travail d'explications auprès des travailleurs est nécessaire. Nous sommes aussi pour que les heures effectuées au-delà de 48 heures, à titre exceptionnel, soient compensées. Il nous est arrivé de l'imposer dans la construction navale, alors que des bateaux devaient être livrés dans certains délais. Nous pensons que ces problèmes doivent faire l'objet de négociations avec le patronat à tous les niveaux.

En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas contre les améliorations qui peuvent être apportées par la voie législative, mais à condition qu'elles viennent couronner les actions engagées sur le plan syndical.

— Et le conflit de Nantes, quels enseignements en tirer ?

— La crise de construction navale est indépendante du plan de stabilisation. Construire une flotte est une des premières tâches d'un pays en voie de développement. Aussi, la concurrence internationale ne peut manquer de s'accroître.

Cependant, des résultats ont été obtenus en ce qui concerne la pré-retraite et le fonds national de l'emploi. Sans accepter la généralisation de la pré-retraite, le gouvernement a été contraint à un recul sur cette question.

Mais il ne faut pas être démagogue, il faut accepter la nécessité des reconversions. Il faut mener une action vigoureuse pour l'implantation d'industries dans l'Ouest, comme l'ont fait la C.G.T. et la C.F.D.T. avec « la marche sur Paris » d'avril dernier.

Antoine Laval (F.O.) :

« Un combat exemplaire »

Antoine Laval, secrétaire général de la Fédération F.O. de la métallurgie, m'a déclaré que son organisation, d'accord avec les autres fédérations, était pour l'augmentation des salaires, mais en liaison avec la réduction de la durée du travail :

Les progrès de la productivité et des effets de conjoncture rendent nécessaire cette réduction.

— S'il y a accord entre les fédérations pour les revendications essentielles, n'y a-t-il pas désaccord sur la tactique à suivre pour les faire aboutir ?

— En effet, s'il existe une certaine communauté de vues entre la C.F.D.T. et F.O. pour des actions effectives, la C.G.T. freine le mouvement parce qu'elle ménage le régime actuel.

— N'y a-t-il pas aussi les effets de la stagnation économique ?

— Oui, sans doute cela influe sur le moral des travailleurs. Notez bien toutefois que c'est là où ils étaient le plus menacés, où la stabilité de l'emploi était moindre, qu'ils ont fait preuve de plus de combativité, par exemple dans la Loire et en Loire-Atlantique.

— Et Peugeot, fallait-il accepter le protocole du 19 mai ?

— Il y avait peut-être là une occasion à saisir. En tout cas, chez Peugeot, notre position se rapprochait plus de celle de la C.G.T. que de celle de la C.F.D.T.

— Est-ce un échec ?

— Si la situation n'est pas bonne actuellement pour les travailleurs de chez Peugeot, leur combat n'en a pas moins eu une valeur exemplaire face à un patronat intraitable qui assurait que le mouvement ne pouvait durer. Or, il a duré des semaines.

— Quelle a été votre position pour la journée du 2 juin ?

— En l'absence de mot d'ordre national valable, nous avons laissé libre nos syndicats d'y participer ou non, en fonction des situations locales.

— Pourquoi les travailleurs de chez Peugeot n'ont-ils pas été soutenus d'avantage ?

— Bien sûr, nous sommes minoritaires, mais nous pensons qu'une extension du mouvement était souhaitable. Par contre, la C.G.T. n'y était pas favorable pour des raisons politiques.

Maurice Combes

(1) Lettre de la Fédération C.F.D.T. de la Métallurgie à la Fédération C.G.T. du 19 juin 1965.
(2) L'Union des Métallurgistes C.G.T. : numéro spécial de juin-juillet.

La doyenne des luttes ouvrières ? Une grève sous Louis XV

Les historiens de l'histoire du monde ouvrier français font généralement commencer celle-ci à la Révolution de 1789.

Quelques-uns parfois citent les « Manufactures » (Van Robais, Saint-Gobain) comme l'amorce d'une classe ouvrière, mais sans plus. C'est pourquoi, je crois, qu'il faut que je donne ici ce que le hasard m'a livré.

Colbert fait venir Van Robais de Middelbourg (Hollande) afin que celui-ci installe à Abbeville une manufacture de drap.

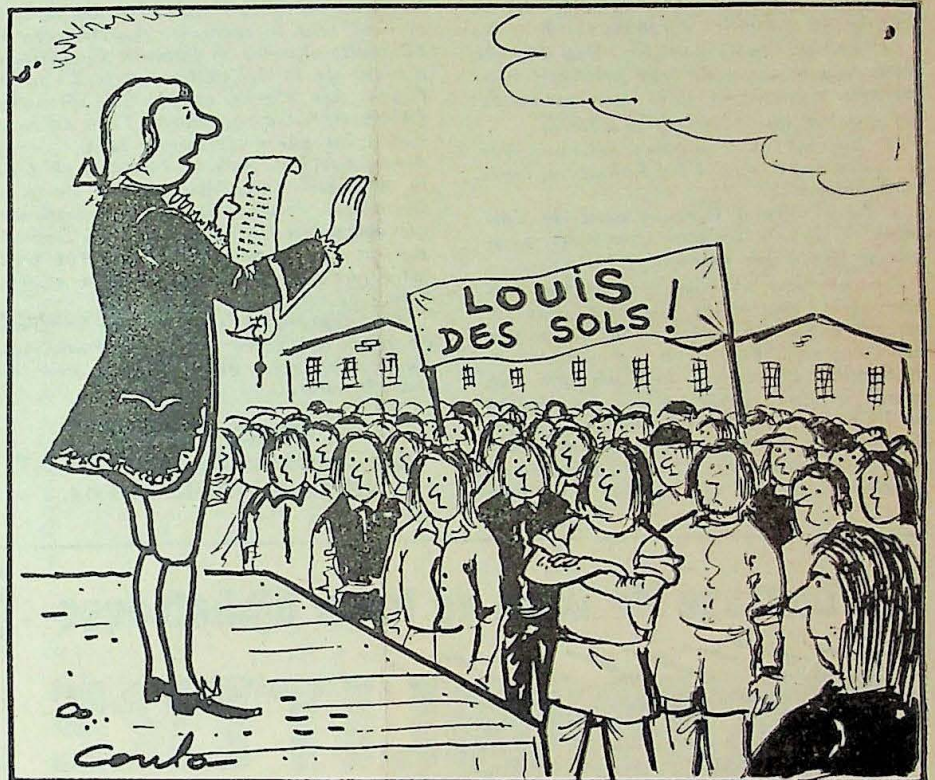
Des lettres patentes de Louis XIV accordent en 1663 à Josse Van Robais les différents privilèges suivants : forte indemnité de déplacement, 2.000 livres par métier monté, il emploie les ouvriers que bon lui semblera. Pour lui-même et ses associés, pas d'imposition, pas de subsides, pas de logements militaires, pas de droits sur les boissons, ni le sel, et il peut faire travailler dimanches et jours de fêtes.

Comme quoi l'exploitation de la masse et les cadeaux aux capitalistes ne datent pas d'aujourd'hui.

Robais, une délégation des ouvriers est reçue, voici ce qu'ils exposèrent : « Ils vivent dans la complète dépendance de MM. Van Robais, à la merci du chômage qu'ils leur imposent, durement traités, indignement trompés par l'introduction dans les magasins de draps de fabrication étrangère, ils demandent à être occupés toute l'année et veulent que les cent métiers prévus par les lettres patentes tournent, sinon ils exigent la révocation du privilège. »

Du côté des Van Robais, c'est l'antienne classique et connue : règlements de police en usage dans la fabrique, sévérité dans la réception du drap pour maintenir la qualité, il n'est pas possible d'employer des centaines d'ouvriers, de très lourds sacrifices pour faire tourner 95 métiers.

Bien entendu, les délégués du Conseil du Commerce prennent le parti des Van Robais et, dans une harangue aux grévistes, l'un d'eux reprend purement et simplement les arguments Van Robais, allant jusqu'à dire : « Vous vous trompez étrangement si vous pensez que la manufacture est établie pour la subsistance de vos familles. Le roi a voulu



« Par la grâce de notre roi bien-aimé, les ouvriers de la manufacture seront mis à pied sans indemnité... »

En 1708, Van Robais était obligé d'occuper 100 métiers.

A partir de 1715 le commerce français traversant une crise, les Van Robais ne font plus tourner que 95 métiers, et encore au ralenti. En avril 1716, éclate une grève.

Les grévistes semblent inconsciemment proclamer le « droit au travail ». En effet, ils font observer avec juste raison qu'avec les privilèges que possède la maison Van Robais, elle peut, de ce fait, donner du travail aux ouvriers de la ville. Ils accusent par ailleurs les Van Robais (les deux fils ont succédé au père) de faire venir de Hollande, par l'entremise d'un marchand d'Amiens, du drap, au lieu de faire tourner leurs métiers.

En un mois, la grève s'étend, les Van Robais prennent peur. L'un d'eux écrivait le 28 mai : « Nous ne sommes pas en sécurité de nos personnes et rien moins que maîtres de notre travail. »

Le subdélégué (espèce de sous-préfet) Beauvarlet de Comicourt avait averti l'intendant de Picardie (espèce de préfet) de Bernage, celui-ci en réfère à Amelot, membre du Conseil supérieur du Commerce, ledit Conseil se réunit sous la présidence du duc de Noailles et décide d'envoyer deux commissaires spéciaux chargés d'enquêter et d'essayer de concilier les uns et les autres (déjà !).

Le 17 juin, les commissaires, MM. Godhen et Gilly, députés des provinces de Normandie et du Languedoc, arrivent à Abbeville.

Le 18 juin, hors la présence des Van

perfectionner la draperie en France, et voilà tout. »

Les ouvriers sont froids, ils clament « qu'ils n'ont plus qu'à mourir ». Cependant, ils acceptent un projet de règlement ce jour-là, 17 juin, mais l'agitation continue.

Les 25 cavaliers arrivés depuis quinze jours semblent être insuffisants, le subdélégué fait venir deux compagnies de dragons de Doullens et d'Amiens.

Le 26 juin, l'intendant de Bernage ordonne l'arrestation de sept meneurs... La grève reprend de plus belle. Les meneurs se cachent et, neuf jours après, aucun d'eux n'était arrêté.

Le 10 juillet, aucun chef gréviste n'était encore arrêté. Il semble d'ailleurs que les grévistes avaient formé une espèce de syndicat, car, le 4 juillet, l'un des Van Robais écrivait : « Ils (grévistes) ont fait une ligue par écrit, que tous ont signée, mais ignore ce qu'elle contient. »

Le 14 juillet, deux dirigeants grévistes sont arrêtés et dirigés sur Amiens à quatre heures du matin, encadrés par dix dragons, et, la semaine suivante, ce sont trois autres délégués qui sont capturés.

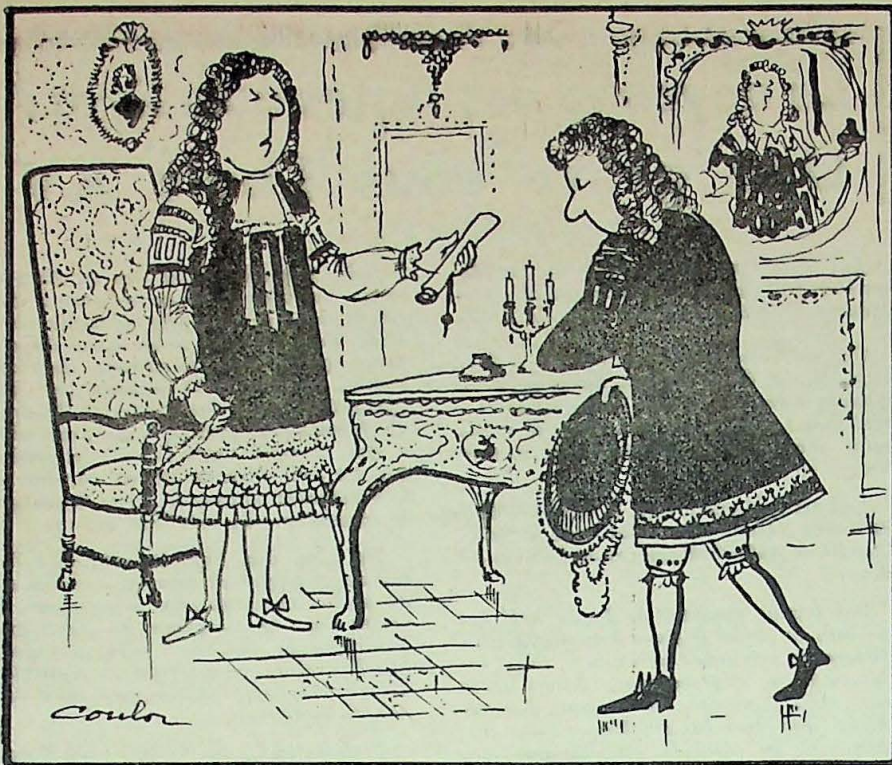
Le 26 juillet, un arrêt du Conseil est signifié à Pierre des Hayes, batonnier des Tisseurs, et à Vasseur, qui passe pour être l'un des meneurs de la grève.

Cet arrêt était affiché sur les murs de la ville. Il convient d'en citer quelques éléments :

« Rien n'est plus important pour le

SPORTS

Les 5 semaines de gloire de Michel JAZY



— Exploitez, Monsieur, exploitez... car tel est notre bon plaisir !

soutien de la manufacture d'Abbeville que de détruire l'esprit de cabale et de mutinerie des ouvriers. Qu'il n'y a aucun engagement ni obligation des Van Robais envers eux, et que les ouvriers tisseurs et autres ont réciproquement la liberté de travailler ou non (sic).

« Le roi maintient les Van Robais dans la jouissance de leur privilège, leur permet d'employer tels ouvriers et en tel nombre que bon leur semblera.

« Enjoint aux ouvriers de conserver la soumission aux Van Robais et leurs contremaîtres.

« Leur défend expressément de s'assembler, cabaler, s'attrouper sous quelque prétexte que ce soit, etc. »

Les ouvriers tisseurs tentent un dernier effort auprès du Régent (Louis XV est mineur). Une délégation de quatre membres va à Paris pour se plaindre et demander au moins la libération de leurs collègues emprisonnés. Le Régent ne leur donne point satisfaction. La délégation ne se décourage pas et va trouver le conseiller supérieur du Commerce Amelot. Il semble que celui-ci a dû leur

faire des promesses et engager les délégués à retourner monter sur leurs métiers, car, de retour à Abbeville, ceux-ci déclarent que l'élargissement des emprisonnés est chose acquise. Malheureusement, le subdélégué attendra des ordres, et c'est tout le contraire qui arrivera le 22 août: Amelot ordonnera l'emprisonnement de la délégation et, le 23 août, Pierre des Hayes, appelé le bâtonnier (délégué) des ouvriers. Par ailleurs, c'était lui qui avait monté la « ligue » dont parle Van Robais. Vasseur, chef de la délégation qui était allé à Paris, et Courbillon étaient arrêtés. Le quatrième, qui s'appelait Cognard, réussit à s'échapper, et c'est ainsi que la grève fut décapitée. Le 31 août, 160 tisseurs avaient repris le travail.

Ce mouvement ouvrier me semblant l'ancêtre des grèves ouvrières françaises, c'est pour cela que j'ai jugé utile de vous le citer.

Henry Masclet,
vice-président de l'U.C.-C.F.D.T.
(C.F.T.C.) de la Somme.

Dimanche dernier, à l'issue de la rencontre d'athlétisme France-Portugal, sur le stade de Marmande, un homme a rangé avec un soin particulier son survêtement bleu frappé du coq gaulois, et avec ce sourire enfantin qui ne le quitte jamais, a salué ses amis de l'équipe de France. Michel Jazy, après avoir écrit un des plus beaux chapitres de l'athlétisme mondial, a pris la route des vacances et va essayer vainement de redevenir pendant un mois Monsieur-tout-le-monde.

Si l'on organisait un Gallup sur la question : « Quel est actuellement l'homme le plus populaire de France ? », il est plus que probable que les réponses seraient unanimes : Michel Jazy.

En effet, entre le mercredi 2 juin, jour de sa tentative victorieuse contre le record d'Europe du mille et le 30 juin à Helsinki où il remporta le 5.000 m, dominant les plus grands noms du 5.000 m mondial, Jazy a couru 14 fois, totalisant 14 victoires et battant quatre records du monde. Résultats sans précédent dans l'histoire de l'athlétisme. Cette période extraordinaire, popularisée par la Télévision, a fait de notre champion une idole au même titre qu'Anquetil ou Brigitte Bardot.

La plus belle des victoires

L'histoire de Michel Jazy c'est avant tout une grande aventure, avec des joies, des peines, beaucoup de travail et de sueur et aussi quelques larmes.

Souvenez-vous des derniers Jeux olympiques de Tokyo. Jazy, notre es-

LES CINQ RECORDS DU MONDE DE MICHEL JAZY

- Mile : 3' 53" 6.
- 2 miles : 8' 22" 1.
- 2.000 m : 5' 1" 6.
- 3.000 m : 7' 48" 2.
- 4 x 1.500 m : 14' 49" .

Sans oublier 9 records d'Europe.

poir n° 1, était le grand favori du 5.000 m. Déçu par les échecs de Gottvallès et de Christine Caron, les Français ne pouvaient compter que sur Jazy pour voir la France remporter une médaille d'or dans les épreuves-reines : natation et athlétisme.

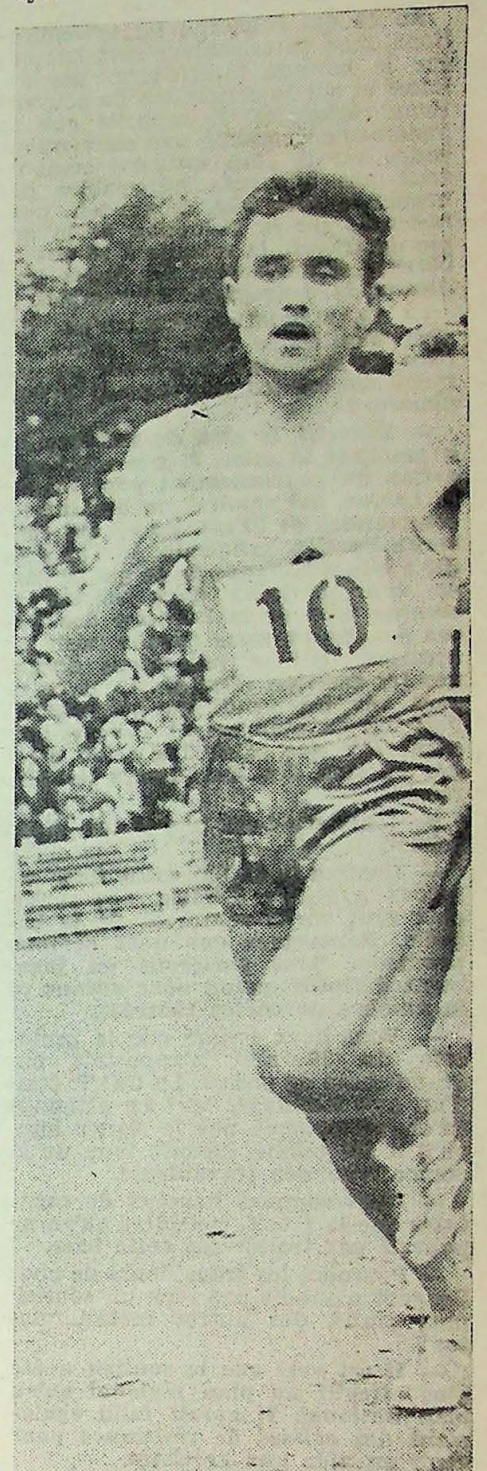
Hélas le résultat, on le sait, fut bien décevant. Jazy termina quatrième et n'eut même pas les honneurs du podium olympique. Déçu, effondré, au bord du renoncement, il rentra à Paris pour trouver à son domicile des milliers de lettres d'encouragement. On insistait pour qu'il ne « raccroche » pas.

Les amis et Robert Bobin, directeur de l'athlétisme français, firent le reste, tant et si bien que Jazy se remit à l'entraînement. Mieux encore, un beau jour, il jura de prendre sa revanche sur Tokyo.

Chaque matin, par tous les temps, notre coureur à pied « travaillait » et les promeneurs matinaux du Bois de Vincennes pouvait apercevoir un athlète au visage d'enfant courir inlassablement comme après une proie invisible. Au programme, 30 km par jour. Avec méthode, le plan était appliqué. Le style se perfectionnait, les muscles se modelaient, le cœur s'habitua aux longs efforts, le corps se disciplinait pour atteindre l'objectif précis. Pendant neuf mois, Michel Jazy rêvait d'un second 5.000 m « olympique ».

Enfin, la récompense de ces efforts vint, le 2 juin dernier, à Saint-Maur : il réussissait 3'55" au mille (record d'Europe). Ce fut le début d'une période particulièrement faste qui souleva d'enthousiasme tous les mordus de la piste et des pointes : le 9 juin, à Rennes, il battait le record du monde du mille en 3'53"6. Le 11, il pulvérisait le record d'Europe du 5.000 m, puis le 23, à Melun, devançant le recordman du monde, l'Australien Ron Clarke, il s'adjugeait deux records du monde : celui du 3.000 m et du

deux miles. Le temps des records n'était pas terminé. Le 25, à Saint-Maur, il battait le record du monde du 4x1.500 m et partait à Helsinki pour « sa » fameuse revanche de Tokyo.



(Photo Tribune.)

Michel Jazy : Avant tout s'imposer une discipline...

Cette course restera certainement pour Michel Jazy un des meilleurs souvenirs de sa carrière. Battre à la fois les champions olympiques du 5.000 et du 4.000 m, Bob Schul et Bill Mills et le recordman du monde Ron Clarke, Jazy n'en espérait pas tant. Pourtant, sur le stade d'Helsinki, devant 40.000 spectateurs, quand le Français franchit la ligne d'arrivée du 5.000 m, Ron Clarke était à 10 m et les deux gloires olympiques à la dérive dans le peloton.

A sa descente d'avion, à Orly, Jazy pouvait annoncer : « Cette fois, Tokyo est définitivement effacé ».

Vivent les vacances

A notre dernière rencontre, Jazy me déclarait sur le ton de la confiance : « J'attends ces vacances comme un ouvrier attend pendant onze mois le douzième pour prendre enfin un peu de repos. Pourtant, j'ai retardé mon départ pour ce 5.000 m. Avouez que j'ai bien fait! Aujourd'hui, je peux dire que je suis un homme comblé. A Ozoir-la-Ferrière, la veille de mon départ pour Helsinki, j'ai reçu 70.000 lettres d'encouragement. C'est peut-être aussi grâce à la confiance qu'on me témoigne que j'ai pris de l'assurance. Maintenant, je n'aspire plus qu'à une chose : construire des châteaux de sable avec mes filles sur la plage d'Hossegor. »

Dominique Laury.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I

"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française

"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française

"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAU

de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUHANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai

(cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession

Adresse..... Signature

N° C.C.P. ou bancaire.....

T.S. 6

CINÉMA

Alphaville

Un film de Jean-Luc GODARD

Depuis « A bout de souffle », Jean-Luc Godard apporte, à faible ou forte dose, dans chacun de ses films, une part d'originalité souvent controversée mais qui tranche salutairement sur la production sans saveur (excepté quelques rares œuvres) de notre industrie cinématographique. Le dernier en date : « Alphaville », ne contredira en rien ces propos. Une nouvelle bombe Godard vient d'éclater à grand fracas sur les écrans de la capitale. Absurde et ennuyeux, diront les uns, détracteurs habituels du metteur en scène ; révolutionnaire et sans égal, répondront les autres, partisans de toujours. Le sujet : Lemmy Caution, joué par Eddie Constantine, reprend du service.

Mais, ne nous y trompons pas. Les admirateurs du célèbre agent secret ne retrouveront pas l'Américain flegmatique, amateur de whisky et de jolies filles, hantant certains films de Borderie.

Godard n'aime pas les machines électroniques, surtout lorsqu'elles supplantent leur créateur, le cerveau humain. Il le dit avec beaucoup de lucidité, fixant un univers concentrationnaire. Car « Alphaville » est une cité imaginaire, dont les divers quartiers ont des airs de stalags, avec leurs buildings qui ressemblent étrangement à nos habitations à loyer mo-

déré. Sous le nom d'Yvan Johnson, reporter au Figaropravda, Lemmy Caution enquête dans un monde logique où les gens ne connaissent pas la signification de mots comme conscience, pleurer, tendresse. Les habitants se comportent d'une façon illogique : par exemple, ceux qui cultivent la petite fleur bleue sont exécutés sans autre forme de procès.

En définitive, Lemmy Caution fuira Alphaville, emmenant Natacha (Anna Karina), fille du professeur Vonbraun, promoteur de l'agglomération robot.

Que dire des interprètes ? Constantine peut être un excellent acteur sans peur autant jouer, à tort et à travers, du colt et des maxillaires. Anna Karina, comédienne favorite du réalisateur, est ravissante, intelligente aussi. Notons au passage les trouvailles de Jean-Luc Godard : dialogues à l'emporte pièce, agilité de la caméra. A l'inverse de Fritz Lang, qui filma « Métropolis » en reconstituant une ville en studio, Godard utilisa Paris. Et l'on frémit à cette pensée : depuis Lutèce, en passant par Sarcelles, n'allons-nous pas vers le point alpha, avant d'entamer un jour la construction d'Ourégavill ?

Jean-Claude Cayeux.

Sa Majesté Des mouches

Un film de Peter BROOK

Nous le savions depuis la maternelle : les enfants sont cruels. Si, à vingt ans, nous nous attendrissions devant l'oisillon tombe du nid, à dix ans nous plaçons des pièges dans les arbres, nous étouffons l'oisillon. A Londres et à Washington, des gens — les adultes — se sont emus en assistant à la projection du film de Peter Brook. Sa Majesté des mouches chatouille adroitement les fibres sensibles. Celles de nos voisins d'outre-Manche et, par ricochet, d'outre-Atlantique. Quant à la sensibilité française... la cruauté d'un gosse anglosaxon peut-elle être comparée à la douce sauvagerie d'un héros de la « guerre des boutons » ? C'est mettre en balance deux systèmes d'éducation totalement différents.

Des familles d'officiers britanniques doivent quitter la Grande-Bretagne. L'avion qui les transporte s'écrase sur une île déserte des Caraïbes. Seuls, les enfants, âgés de sept à quinze ans, sont indemnes. Tant bien que mal, une vie collective s'organise. Un chef est élu. Aussitôt, il ordonne qu'un feu

soit allumé au sommet de l'île et brûle jour et nuit. Les préposés au foyer, partis à la chasse au cochon sauvage, trahissent leur devoir. Naturellement, deux clans se forment. C'est le retour à l'état primitif.

On finira par respecter une tête de porc que dévorent les mouches, d'où le titre. Et du polythéisme naîtra le meurtre : naifs assassins en culottes courtes, le corps zébré, parlant la langue de Shakespeare. Faut-il comprendre que, originellement et intrinsèquement maléfisant, le monde enfantin doit son salut à l'adulte civilisateur ? Lequel lui imposera des états d'âme sous le couvert des bonnes manières ? Comme, par exemple, l'instauration, en classe primaire, du prix de conduite.

Chacun pourra, à sa guise, interpréter le message de Peter Brook. Notons qu'à Londres, le film était interdit aux moins de seize ans. A Paris, il l'est aux moins de treize ans. Pourtant, dans chacun des deux pays, les censeurs ont l'âge de raison.

J. C.

VIENT DE PARAITRE

DOCUMENTS

HISTOIRE DU REARMEMENT ALLEMAND DEPUIS 1950, par Jules Moch. — Vingt ans après la destruction de l'armée allemande, celle-ci a été reconstituée pour devenir la plus puissante force conventionnelle au sein de l'O.T.A.N. Comment cela a-t-il pu arriver et quel bilan peut-on en tirer ? L'auteur, qui a

assisté de près à l'événement, donne une réponse fort documentée à ces questions. — Ed. Robert Laffont.

CAMARADE SORGE, Alain Guérin et Nicole Chatel. — Un espion à la dimension du drame qui se dénoua et se poursuivit dans la deuxième guerre mondiale. Enquête bien menée et parfois passionnante. — Ed. Julliard.

ROMAN - POESIE

LE GENERAL, Alan Sillitoe (traduit de l'anglais). — Un régime dictatorial d'un pays à faible culture, et un pays civilisé, épris de liberté, se font la guerre. Au milieu d'elle, un général livre un combat avec soi-même, car il est sollicité par son devoir de soldat, qui ne tient aucun compte des choses de l'esprit, et en même temps, par son goût de l'art. Au travers d'une invention trop voyante, l'auteur a voulu présenter l'affrontement de deux idéologies. — Editions du Seuil.

MON PRINTEMPS VIENDRA, Daniel Seter. — Poèmes adaptés du russe par Claude Vigée, d'après une traduction de Joseph Ariel. — Editions Seghers.

LIVRES

L'Humiliation de L. BODARD

C'est une longue, très longue histoire, pleine de fureur et de bruit, la guerre d'Indochine nous l'avons vue et faite sans y prêter beaucoup d'attention. Il a fallu le coup de tonnerre de Dien Bien Phu et ces longues files de prisonniers français dans la jungle pour que l'on commence à s'apercevoir que là-bas, si l'on commençait un mouvement mystérieux qui s'appelaient la décolonisation.

Lucien Bodard, qui fut correspondant pendant toute la période française de la guerre au Vietnam, a rapporté dans ses carnets assez de notes pour pouvoir reconstituer ce que fut réellement l'histoire de la lutte d'un peuple qui voulait sa liberté, contre un autre qui, habitude, bêtise, s'y refusait.

Bodard, je l'ai déjà écrit lors de la sortie de son premier livre, l'Enlèvement, n'est pas un écrivain, il raconte comme il respire ; son style saccadé, les redites, l'idée qui se cherche, tout cela n'est pas pur exercice bien léché, mais quelle vie ! Quelle extraordinaire fresque. L'Enlèvement, c'était l'installation du corps expéditionnaire dans sa petite vie bien pensante. La guerre, bien sûr, mais contre des paysans sans armes, ou presque, on tenait solidement les bases, les villes, les gros villages ; vaillants que vaillent, les convois passaient, pas la nuit, car la nuit ne nous appartenait déjà plus ; mais quelle importance, puisque pour les Français la nuit indochinoise ça n'était pas les Nakhés se glissant silencieusement, mais les bordels, le « Grand Monde », les filles faciles, l'opium, le rêve, l'exotisme.

Ho Chi Minh était terre dans un trou, préparant ses lendemain ; Giap, dans la jungle, formait sa future armée. A Paris, les ministres impatientes à l'approche des élections demandaient si c'était bientôt fini cette drôle de guerre : on avait besoin des soldats pour défilier au 14 juillet.

Tout semblait presque gagné. Pourtant, « L'HUMILIATION » (1) n'était pas loin.

A Saïgon, qui trafiquait déjà et beaucoup en ces années 48-49, la guerre c'était le moteur du commerce et incidemment un spectacle lorsqu'on allait le soir voir les villages brûler de l'autre côté du fleuve. Rien de plus !

Personne ne savait, ne voulait savoir que de Chine parvenaient d'étranges nouvelles : l'effondrement de Tchang Kai Chek, l'approche aux frontières, à marches forcées, d'une énorme armée, inimaginable, qui ne ferait qu'une bouchée du pauvre corps expéditionnaire. Raisonnement des militaires. Premier temps : les communistes ne vaincront jamais, en Chine, le peuple est trop individualiste.

Deuxième temps : tant mieux si les communistes prennent le pouvoir, nous pourrions négocier avec eux car ils ont besoin des Français.

Troisième temps — le plus imbécile. Qu'ils viennent. « Le général Carpentier se dérange pour aller rendre visite à ses troupes de la frontière. Comme toujours, il a les rides et les tics de la confiance. Mais comme toujours, au fond de lui-même, il a des doutes, il craint un « pépin ». C'est ainsi qu'il se laisse entraîner à dire aux officiers chargés d'arrêter la vague jaune : « Ce sera peut-être l'avalanche. Il pourra y avoir un million de Chinois, deux millions de Chinois. L'on ne sait pas. Dans ce cas, il nous faudrait des renforts. »

Puis le général Carpentier, ayant réfléchi, ajoute sereinement : « Je pourrai peut-être vous envoyer une compagnie... »

Les Chinois ne viennent pas, ils s'arrêtaient à la frontière. Les généraux poussèrent un gros soupir. Pourtant, à dater de ce jour, la guerre était perdue. Déjà, elle changeait imperceptiblement de visage. Le Vietminh, équipé, entraîné par les Chinois, commençait lentement à grignoter le terrain et les hommes, nuit par nuit, embuscade par embuscade. Les légionnaires

perdaient de leur superbe, bientôt ce ne seront que des troupes exténuées, traquées, en proie à la peur, qui combattront les rebelles jusqu'à ce jour aussi important que Dien Bien Phu, ou par panique et bêtise au haut commandement se produira la catastrophe de Cao-Bang : deux colonnes fortes de centaines d'hommes anéanties dans la jungle et, pour le reste, la route de la mort. A partir de ce jour-là et malgré le sursaut de De Lattre, la guerre d'Indochine ne sera plus qu'une suite de désastres. Tant d'hommes et d'énergie perdus !

Les Américains prendront la relève bientôt. Déjà, ils sont là, jouant un rôle de jeu, un sale jeu, essayant de paraître comme les champions de la liberté et de la démocratie, démontant les Français quand ils le peuvent. Seulement, et c'est un présage, leur inexpérience les rend peu dangereux.

« Très souvent, les Américains se coulent d'eux-mêmes. Pas besoin d'intervenir, raconte un officier du deuxième Bureau. Récemment, j'ai conduit deux officiers U.S. dans un poste uniquement tenu par des partisans jaunes. Le sergent vietnamien qui le commandait avait fait préparer en notre honneur un repas somptueux de cochon au sucre, de filets de crevettes et de racines, le tout arrosé d'un nuoc-man particulièrement puant. A cette vue, les américains ont frêmi ; puis, en s'excusant, ils ont sorti de leurs serviettes de cuir des paquets hermétiques enveloppés de cellophane, contenant une nourriture sans microbes. Le sous-officier annamite a blêmi quand ils se sont mis à manger leurs sandwichs hygiéniques sans toucher aux plats qu'il leur offrait. Il était mortellement offensé. Les Américains ne seront pas dangereux tant qu'ils craindront d'attraper la dysenterie. »

C'est peut-être à travers l'anecdote que l'on voit le mieux l'histoire s'enbaucher. Bodard a tout vu, tout entendu, tout noté. Bao Dai et son intelligence perverse, Carpentier allant acheter une carte de l'Indochine, pour voir « où ça se trouvait », quand il fut nommé commandant en chef.

Tout noté : les erreurs, les bêtises, le j'amenfoutisme, les tripataillages sur les piastres, les coucheries des A.F.A.T. et des autres, cette immense pagaille, ce Saïgon fascinant et pourri. Dix ans d'illusions de veulerie et d'héroïsme aussi, dix ans d'une société faite pour gagner de l'argent et uniquement cela, payant des mercenaires pour la défendre contre un peuple entier qui voulait sa liberté.

Tout cela s'est écroulé et pourtant la tragédie continue, avec d'autres acteurs. Oui, c'est une longue, très longue histoire, pleine de fureur et de bruit. Lisez l'Humiliation, vous la comprendrez mieux.

Michel JOCH.

(1) Gallimard, éditeur. 25 francs.

PETITES ANNONCES

Du 3 au 30 août, vacanciers P.S.U. reçoivent quelques hôtes payants à Bagur, bord mer, Costa Brava (Espagne). Chambres à deux : 15 F par jour tout compris, nourriture défalquée si départ excursion. Et 10 % réduction aux membres P.S.U. Ecrire Hélène Bougouin-Moudrova, 101, avenue Gallieni, Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime).

Cultivateurs, montagnards, anciens résistants, louent leur petite ferme 150 F PAR MOIS : deux pièces, cuisine, eau, butagaz, électricité, trois literies, possibilité d'ortoir dans ancien magnanerie attenante, Alt. 800 m. Au pied du mont Tarnague, à mi-chemin Aubenas et Mende, hameau de Velos. Excursions proches diverses et remarquables. Ecrire : Joret, La Bastide, Aubenas (Ardèche).

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

ALPHAVILLE

Vietnam: Le Front de Libération remporte des victoires, mais Washington refuse de céder

LE Vietnam du Sud risque de se transformer en cimetière si la guerre continue au rythme actuel. Le Vietnam du Nord risque de se transformer en une ruine économique. Pendant ce temps, un pantin, général de l'armée de l'air, fait à Saigon l'apologie de Hitler. A l'ambassade des Etats-Unis, un civil succède à un militaire, mais le civil dépendra des bonnes intentions du président Johnson, et du général Westmoreland, qui reçoit chaque semaine quelques milliers de « marines » supplémentaires. Le tiers-monde est désuni et ne peut, de toute façon, espérer agir sur Washington. Personne ne s'oppose aux Américains: c'est le règne de la force brute, sans aucune idée politique viable. Cette description de la situation n'est, hélas! pas une caricature.

L'évolution des rapports de forces, depuis mai, c'est-à-dire, depuis le début de la saison des pluies, est conforme aux prévisions. Le Front national de libération est passé à l'offensive. Il gagne du terrain, dans le Centre-Vietnam surtout, et près de Saigon. Là où il ne se bat guère, c'est souvent parce que les gouvernements ne constituent pas pour lui une gêne sérieuse. Là où il se bat, il décime les troupes d'élite du général Ky. Mais lui aussi subit de fortes pertes. Il finira par vaincre, politiquement du moins, mais la lutte qui lui est imposée coûte cher au Vietnam du futur. Ces grands vides dans l'élite combattante seront durement ressentis plus tard.

Le Vietnam du Nord sous les bombes

En dépit de coups de mains d'une incroyable audace, qui d'ailleurs bénéficieraient souvent de la complicité de gouvernements qui sentent que le vent tourne, le F.N.L. ne peut espérer vaincre les Américains. Plus les renforts arrivent, plus les bases deviendront inviolables. L'aviation est gênée par la pluie, mais elle intervient quand même. Et la 7^e flotte peut écraser toute tentative de submerger les bases côtières. Lorsque l'armée gouvernementale sera complètement hors d'état de se battre, il restera l'armée de libération et les Américains. Ces derniers seront enfermés dans leurs bases. Ils pourront, ils le font déjà, se lancer dans de petites offensives, mais, sur ce terrain, ils ne vaincront pas.

Les Vietnamiens du Nord sont d'un héroïsme discret lorsqu'ils parlent des pertes que les raids américains et sud-vietnamiens leur infligent. Des informations commencent pourtant à filtrer, en particulier grâce à des reportages de journalistes soviétiques. M. Johnson avait promis de ne

s'en prendre qu'à l'acier et au béton... On assiste en fait à l'exécution d'un plan soigneusement calculé de destruction du potentiel économique du régime de Hanoï.

Périodiquement, les Américains annoncent avoir repéré des bataillons venus du nord, qui combattent au sud. Personne ne les a encore vus. Seules les bonnes âmes respectueuses de la lettre des traités internationaux et peu soucieuses des réalités crieront à l'agression le jour où Giap fera vraiment donner ses divisions. Car enfin, quelle dictature, si ce n'est celle du sud, a provoqué l'insurrection armée? Quelle dictature, si ce n'est celle du sud, a refusé les élections libres permettant la réunification du pays? La réunification, elle se fait actuellement sur les champs de bataille. Un seul peuple est actuellement en guerre et victime de la même politique bornée et sanglante. Chaque jour, les Etats-Unis rapprochent un peu plus les deux Vietnams, et rendent un peu plus communiste un sud qui aurait peut-être souhaité une révolution, mais pas forcément celle qui lui est imposée. Dans ces conditions, l'annonce faite lundi à Hanoï du départ d'une « brigade de choc de volontaires » ne doit pas surprendre. Le Vietnam du Nord sera logiquement amené à intervenir plus ouvertement qu'aujourd'hui au sud du 17^e parallèle.

Comment peut-on sortir de ce bourbier?

On peut être certain qu'aucune victoire du F.N.L. ne fera reculer les Etats-Unis. La fiction de la défense du « monde libre » tiendra longtemps à Washington. Non que les Américains aient des intérêts économiques à défendre. Le Vietnam n'est pas le Venezuela ou le Brésil. Ils se battent pour maintenir ce cordon sanitaire autour de la Chine, cordon dont on voit mal ce qu'il est destiné à contenir, puisque la Chine, quelle que soit sa conception « révolutionnaire » parfois extravagante, revendique uniquement la fin de la présence militaire américaine en Asie, la fin de ces luttes à ses frontières, et la reconnaissance de sa personnalité internationale.

L'Europe se tait

La Grande-Bretagne? Ses efforts pour promouvoir la paix sont peut-être touchants, mais le travailliste Wilson demeure essentiellement lié aux Etats-Unis, à l'atlantisme. Et puis le voudrait-il, il ne pourrait agir utilement auprès de Washington.

La France? Les idées gaullistes sur l'Asie sont celles que la gauche a prônées

bien avant de Gaulle. Mais elles s'insèrent dans une stratégie globale qui constitue pour les Américains un repoussoir. Quant à l'Europe, son unité est ébranlée sur le plan économique, et, politiquement, elle n'a jamais encore agi, et pour cause. Paris est d'ailleurs la seule capitale européenne à critiquer l'engagement américain au Vietnam. Ailleurs, on approuve, on se tait; au mieux, on « espère la paix »...

Il est malheureux de le dire, mais mieux vaut le dire: il semble que Washington, c'est-à-dire trois ou quatre hommes tout au plus qui parlent pour un peuple et font ce qu'ils veulent dans le monde bougera lorsque les Américains eux-mêmes verront qu'il n'y a rien à faire contre le F.N.L. et Hanoï, mais ce ne suffira pas. Les Américains commenceront à réagir lorsque les leurs, et non plus les Vietnamiens à leur place, tomberont vraiment, en masse. Johnson est avant tout un Texan, un provincial d'une province où l'on parle haut, un homme d'un clan politique qui fait plus attention à ce que dit le sénateur X ou Y, élu d'un Etat perdu, qu'aux rodomontades de Moscou ou de Pékin.

Reconnaître ceux qui se battent

Le peuple américain est relativement bien informé de ce qui se passe au Vietnam. Non point tant par la presse internationale éditée à New York, qui publie d'excellents reportages mais est peu lue, que par des organes populaires tels que « Life », dont un récent numéro contenait un récit écrit après le séjour d'un journaliste dans les maquis, et qui devrait ouvrir les yeux de tous les aveugles politiques. Cette information, ajoutée aux pertes de plus en plus lourdes de « boys », et à la répulsion éventuelle à accepter la levée en masse de jeunes que la prolongation de la guerre nécessitera, tels sont les éléments qui peuvent provoquer une vraie tentative de paix de Washington, c'est-à-dire d'abord la reconnaissance de ceux qui se battent.

Ce diagnostic peut paraître pessimiste. Mais le ciel politique est aussi bouché que celui du Vietnam, empli des nuages de la mousson. Cela ne doit pas décourager les militants qui réclament la paix au Vietnam. Ils doivent seulement replacer leur action dans un cadre plus vaste, et repenser une doctrine de politique étrangère aussi éloignée de l'actuel nationalisme gaulliste que de toute composition avec l'impérialisme le plus échevelé, et le plus franc aussi, qui est celui de la « libre Amérique ».

Jacques Rennes.